



Niger

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2013-2015) - Interim

Nom du point focal: Mme. MARIAMA OUSSEINI
Organisation: Cellule de coordination du Syst
Titre / Position: Coordonnatrice
Adresse de Courriel: ousseinimariama@yahoo.fr
Téléphone: +227 96 88 68 58

Période couverte par le rapport: 2013-2015
Rapport d'évaluation: Interim
Dernière mise à jour le: 16 August 2014
Date d'impression: 30 October 2014
Reporting langue: French

A National HFA Monitor update published by PreventionWeb
<http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/reports/>

Objectif stratégique Domaine 1

Déclaration des résultats

Disponibilité d'une stratégie et d'un plan national d'adaptation aux changements climatiques (PANA) et conduite de plusieurs projet d'adaptation aux changements climatiques surtout en matière d'agriculture prenant en compte la RRC dans les planifications des interventions: le nombre d'adoptants n'est pas encore évalué; Intégration de la RRC dans les plans de développement communaux dans les communes d'intervention du PAC-RC (Programme d'Actions Communautaires pour la résilience climatique).

Objectif stratégique Domaine 2

Déclaration des résultats

Après la prise en compte des autres catastrophes dans le mandat du dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires, la cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes (CC/SAP/PC), qui est aussi le point focal de la plateforme nationale RRC, a entrepris une cartographie des zones à risques dans 3 régions sur 8, l'élaboration d'une carte des risques d'inondation dans 2 villes sur 8 avec l'appui du PNUD, la collecte de données historiques (sur 30 ans) sur les impacts économiques des catastrophes dans les 7 principales régions du pays dans la saisie des données est en cours dans la base de données DESINVENTAR est en cours. La modélisation et l'utilisation des résultats pour les prochaines planification est prévue pour le semestre à venir. 18 profils des zones de moyens d'existence ont été élaborés sur une prévision de 35 pour couvrir l'ensemble du territoire national.

Objectif stratégique Domaine 3

Déclaration des résultats

la mise en place et l'opérationnalisation des OSV (Observatoires de suivi de la Vulnérabilité) au niveau des communes et des SCAP-RU (Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de réponses aux Urgences) au niveau village malgré les moyens colossaux que cela nécessite. Environ 900 SCAP-RU et 100 OSV sont mis en place et fonctionnent passablement.

Un comité ad'hoc national est mis en place sous la présidence de la CC/SAP/PC et

regroupant tous les partenaires impliqués (ONG, projets, système des nations unies) pour réfléchir sur les voies et moyens de rendre effectives a mise en place et la fonctionnalité des OSV et SCAP-RU dans l'ensemble du pays.

Objectifs stratégiques

Objectifs Stratégiques 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Dans le cadre du travail du Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (SE/CNEDD), le Niger a renforcé la prise en compte de la réduction des risques de catastrophes dans les stratégies d'adaptation au changement climatique par l'élaboration de la Stratégie Nationale et le Plan d'Action en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPA/CVC), ce qui a abouti à l'élaboration et la mise en oeuvre du PANA (Programme d'Action National pour l'Adaptation au changement climatique) et plusieurs autres projet dont le PAC-RC qui ont permis d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les Plans de Développement Communaux (PDC) de toutes les communes du Niger. Des tentatives de prise en compte des risques climatiques dans le secteur agricole ont été entreprises par le Ministère de l'Agriculture. Ce projet contribue à l'intégration de la RRC dans les politiques de développement au niveau national et local à travers l'intégrations des certaines activités génératrices de revenus dans la vie des communautés nigériennes.

Plusieurs organismes appuient le Niger dans la mise en oeuvre de cette stratégie: Care International au Niger, coopération GIZ, FAO, BM, etc...).

Objectifs Stratégiques 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

L'élargissement du mandat du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires par l'intégration des risques de catastrophes a engendré des modifications du cadre légal de la prévention et la gestion des catastrophes et crises alimentaires au Niger et permis une meilleure prise en compte des niveaux déconcentrés de l'administration (communes et communautés de base).

L'opérationnalisation de la plateforme nationale est marquée par le renforcement des capacités des acteurs à travers des ateliers de formation, des échanges entre les sous comités de travail. L'élaboration de la stratégie nationale RRC et sa validation constituent des produits de la collaboration des membres de la plateforme nationale. Elle a aussi organisé et piloté la participation du Niger à des fora régionaux et internationaux sur la RRC; la plate forme nationale RRC a célébré sur l'ensemble du

territoire nationale la commémoration de la journée internationale RRC le 13 octobre 2013.

Le plan d'action de la stratégie nationale RRC est en cours d'élaboration, une ébauche est déjà disponible.

Objectifs Stratégiques 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Chaque année, après l'identification des populations vulnérables par le Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes au sortir de la campagne d'hivernage, il est élaboré et mis en oeuvre par la Cellule Crises Alimentaires et de Gestion des Catastrophes un plan de soutien aux populations vulnérables qui intègre la RRC dans la réponse apportée. Les actions conduites, au-delà de la satisfaction des besoins immédiats, permettent à la longue une amélioration de l'environnement physique et socio-économiques des populations. On peut citer: le petit élevage, le maraichage, les AGR, le cash transfert et l'organisation des bénéficiaires en groupement, les activités de CES/DRS conduites en HIMO (haute intensité en main d'oeuvre). La Cellule Filets Sociaux qui exécute un programme de relèvement conduit les mêmes types d'activités.

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide.

Indicateur 1

Il existe la politique nationale et le cadre d'action légale de réduction de risque avec les responsabilités décentralisées et les capacités à différents niveaux.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans les décisions de planification et d'investissement public? Oui

Plan national de développement

Oui

· [Plan de Développement Economique et Social \(PDES\) 2012-2015](#)

Stratégies sectorielles et plans

Oui

· [PLAN D'ACCELERATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N 2014 - 2015](#)

Stratégies et politiques en matière de changement climatique

Oui

· [PROGRAMME D'ACTION NATIONAL POUR L'ADAPTATION](#)

Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté

Non

Bilan commun des pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (BCP/PNUAD)

Oui

Politique de défense civile, stratégie et planification des interventions d'urgence

Oui

Des dispositions législatives et/ou réglementaires ont-elles été prises pour la gestion des risques de catastrophe? Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

L'engagement politique du Niger est marqué par l'élaboration du Plan de Développement Economique et Social 2012-2015 dont une des déclinaisons est l'Initiative 3N avec son axe stratégique 3 " Amélioration de la résilience des nigériens face aux changements climatiques, crises et catastrophes ; Depuis 2006 le Niger dispose d'une stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et un plan d'action (PANA) qui est mise en oeuvre sur la base de moyens extérieurs pour l'instant en attendant que les communes prennent en charge la résilience climatique dans leurs PDC. Le Niger a en 2014 souscrit à l'assurance ARC pour la prévention des effets de la sécheresse; chaque année des plans de contingence et de soutien aux populations vulnérables sont élaborés et mis en oeuvre. une politique nationale de protection sociale a été élaborée et adopté en 2013.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Il manque encore au Niger des textes législatifs sur la RRC et la politique nationale sur la RRC est diffuse dans le PDES; l'accent est surtout mis sur la gestion des catastrophes .

Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction de risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Quelle est la part des budgets affectée, d'une part, à la réduction des risques et, d'autre part, aux interventions et aux opérations de reconstruction?

	La réduction des risques / prévention (%)	Secours et de reconstruction (%)
Budget National	40	60
Budget décentralisé / sous-national	25	75

Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures)	300 millions
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Chaque année, dans le cadre de la mise en oeuvre du plan de soutien aux populations vulnérables plusieurs milliards de francs CFA sont investis dans la réalisations des actions d'atténuation des crises qui en même temps servent à protéger l'environnement physique et économique menacé par les aléas. il existe au Niger, au cabinet du Premier Ministre, un accord cadre Etat-Donateurs pour la mobilisation des ressources et leur utilisation. le Niger a en plus adhéré à la mutuelle ARC et y a souscrit une assurance pour les risques de sécheresse.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

les défis restent toujours l'insuffisance des ressources financières; la faible proportion de la part des ressources financières nationales ;

la poursuite de la recherche de partenaires privés comme la mutuelle ARC pour mobiliser davantage de ressources et l'augmentation de la part de l'Etat dans le fonds commun des Donateurs (FCD) est recommandée.

Documents et liens additionnels

- [Rapport de l'Atelier de partage et de validation du processus de pré-participation du Gouvernement du Niger à l'African Risk Capacity,](#)

Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Les autorités locales disposent-elles de responsabilités et de crédits réguliers/systématiques en matière de réduction des risques de catastrophe? Oui

Législation (Les autorités locales disposent-elles d'un mandat en matière de réduction des risques de catastrophe en application d'une législation spécifique?)

Oui

Crédits budgétaires régulièrement alloués aux autorités locales en vue de la réduction de risque de catastrophe

Oui

Estimation du pourcentage des budgets locaux alloué à la réduction des risques de catastrophe

30

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La mise en place des observatoires de suivi de la vulnérabilité au niveau des

Communes (OSV) et des Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP-RU) au niveau des villages a été renforcée. Cette action d'envergure nationale permet de renforcer les capacités des élus locaux et des communes dans la préparation et la réponse aux urgences dans le domaine de la prévention et la gestion des risques de catastrophes.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Le processus de mise en place des systèmes locaux de P/RRC et de collecte de données ont été mis en place, mais beaucoup reste à faire pour assurer une meilleure couverture nationale (niveau de réalisation est autour de 20%). Il est prévu de poursuivre et d'améliorer ce type d'activités en collaboration avec les ONG locales et internationales, mais les ressources et les capacités sont très limitées. Le programme de renforcement des capacités des communautés de base dans le domaine de la RRC vient juste d'être entamé avec le peu de moyens disponibles ce qui limite le niveau de prise de conscience s'agissant de l'intégration de la culture de prévention des risques de catastrophes et des risques climatiques dans les activités du monde rural.

Indicateur 4

Une plateforme multi -sectorielle pour la réduction de risque fonctionne

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les organisations de la société civile, les institutions nationales de planification et de financement, et les organisations clés dans les domaines économiques et du développement sont-elles représentées dans la plate-forme nationale? Oui

Membres de la société civile (les dénombrer)	6
Institutions nationales de financement et de planification (indiquez des nombre absolus)	35
Organismes sectoriels (les dénombrer)	16

Secteur privé (les dénombrer)	1
Institutions scientifiques et universitaires (les dénombrer)	4
Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer)	2
Autres (veuillez préciser)	Personnes à besoins spécifiques: 1

De quelle autorité la coordination des actions de réduction des risques de catastrophe relève-t-elle?

Dans le Cabinet du Premier Ministre/Président	Oui
Dans l'unité de planification et/ou de coordination centralisée	Non
Dans le Département de la protection civile	Non
Dans le Ministère de la planification environnementale	Non
Dans le Ministère des finances	Non
Autres (veuillez préciser)	

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Depuis sa création en février 2012, la PFN-RRC a pu réaliser quelques activités : atelier d'information et de lancement, réunion technique et organisation des activités entrant dans le cadre la commémoration de la journée international sur la prévention des catastrophes les 10, 11, 12, 13, 15, et 15 octobre 2012 et 2013. Ces activités ont été organisées en étroite collaboration avec les ONG locales, le PNUD et les représentations de la plateforme au niveau régional.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier,

soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

la PFN-RRC a besoin de ressources humaines et financières suffisantes pour accomplir sa mission

Priorté d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Des données nationales d'évaluation multirisque permettent-elles d'éclairer les décisions de planification et de développement? Oui

Evaluation multirisques	Oui
· Plan National de Contingence Multirisque	
% d'écoles et d'hôpitaux évalués	0
Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer)	0
Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation.	Non
Les normes nationale convenue pour l'évaluation des multi risques	Non
Évaluation des risques conservée dans une base de données centralisée (institution responsable)	Oui
Format uniformisé pour l'évaluation des risques	Oui
Format d'évaluation des risques personnalisé par l'utilisateur	Non

Les risques futurs/probables sont-ils évalués? Oui

Veillez énumérer les secteurs ayant déjà utilisé des évaluations des risques de catastrophe comme prérequis à la programmation et à la planification du développement sectoriel.

Agriculture,
Élevage, Transport,
Environnement

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

il y a eu depuis 2007, 4 plans de contingence élaborés mais un seul a véritablement connu de mise en oeuvre car les plans sont toujours mis à l'écart au moment des réponses d'urgence aux catastrophes. L'évaluation des risques en vue de leur prise en compte dans les planifications est en cours avec l'installation d'une base de données sur les catastrophes, de cartographies de zones à risques et l'élaboration des profils des zones de moyens d'existence.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le future.

l'insuffisance des ressources ralentit les travaux qui ne sont conduits que sur des ressources extérieures. Le budget national tarde à prendre en charge ces travaux qui permettront de garantir les investissements futurs.

Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les pertes et aléas dus aux catastrophes sont-ils systématiquement enregistrés et analysés? Oui

Des bases de données des pertes dues aux catastrophes existent et sont régulièrement mises à jour.

Oui

Des rapports sont produits et utilisés pour la planification par les ministères des finances, de la planification et des différents secteurs (à partir des bases de données sur les catastrophes et les systèmes d'information)

Oui

Les aléas font l'objet d'un suivi cohérent au travers des localités et des subdivisions territoriales

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le système d'alerte précoce nigérien est très développé avec des démembrements jusqu'au niveau communautaire d'où sont collectées les informations qui sont traitées et diffusées régulièrement.

a partir de 2013, il y eu une collecte des données historiques sur les catastrophes et l'installation de la base de données DESINVENTAR est actuellement en cours; l'analyse et la modélisation des risques est prévues pour le dernier trimestre 2014 et le premier trimestre 2015.

Après quoi, les résultats pourront être utilisé dans nos planifications futures.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Le principal défi est l'insuffisance des ressources financières qui a fait étaler l'opération de collecte des données sur 2 années; vue l'importance des résultats qui sortiront de cette étude, il serait nécessaire que l'Etat y mette suffisamment de ressources.

Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir? Oui

Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement	Oui
Préparation au niveau local	Oui
Systèmes et protocoles de communication utilisés et mis en application	Non
Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

En début de chaque saison pluvieuse les institutions météorologiques nationales, en collaboration avec celles des sous régions et régions donnent les prévisions saisonnières du pays qui sont diffusées par le système d'alerte précoce par le biais de ses démembrements (au niveau des régions, départements, communes et villages) et les médias (radio nationale, privée, communautaire etc..) pour guider le producteur dans sa prise de décision dans la production. il en est de même pour toute autre situation d'alerte que le SAP aurait analyser comme le niveau des cours d'eau. La météo donne quotidiennement les prévisions pluviométriques à la Télé et à la radio qui sont reprises par les radios communautaires.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui

expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

la couverture nationale en OSV et SCAP-RU est faible par insuffisance de ressources pour les mettre en place et les rendre fonctionnels; les services hydrologiques n'ont pas les moyens de suivre tous les cours d'eau à des intervalles réguliers; la couverture en radio communautaire est insuffisante; certains OSV et SCAP-RU ont besoin de recyclage et de moyens de fonctionnement.

Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Votre pays participe-t-il à des actions régionales ou infrarégionales de réduction des risques de catastrophe? Oui

Mise en place et maintien de suivi des aléas au niveau régional

Oui

Évaluation des risques au niveau régional ou infrarégional

Oui

Alerte rapide régionale ou infrarégionale

Non

Définition et mise en œuvre de protocoles pour le partage transfrontalier d'informations

Oui

Mise en place et affectation de ressources aux stratégies et aux cadres d'action régionaux et infrarégionaux.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des

indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le Niger collabore avec les structures sous régionale dans le cadre de l'alerte précoce: il s'agit du CILSS (Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel), l'ABN (Autorité du Bassin du Niger), la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad), l'OCLALAV pour la surveillance du criquet pèlerin.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Toutes ces structures luttent pour survivre sur la base de projet et programmes qu'elles conduisent par insuffisance ou manque des contributions des Etats-membres.

Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux

Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes? Oui

La diffusion proactive de l'information

Oui

[Analyse des résultats provisoires d'exploitation des fiches d'identification des zones vulnérables, campagne agropastorale 2013/2014](#)

Mise en place de mécanismes d'accès/diffusion (Internet, programmes d'information radiotélévisés)

Oui

Les informations sont diffusées avec directives proactives de gestion des risques de catastrophe

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Chaque année, à l'issue des rencontres techniques du DNPGCCA, la situation de la vulnérabilité du pays est élaboré et vulgarisée ainsi que les résultats de l'enquête de

vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Les zones vulnérables sont régulièrement suivi par le SAP/PC et des bulletins mensuels diffusés; la direction des ressources en eau fait un relevé journalier du niveau des cours d'eau et l'alerte est donnée en cas d'atteinte de la cote d'alerte; la météo donne les prévisions saisonnières en début de campagne d'hivernage et les prévisions journalière à la télé tout au long de l'hivernage; les hauteurs de pluies enregistrées sont quotidiennement sont diffusées à la radio; le DNPGCCA a des démembrements jusqu'au niveau des communautés.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

les ressources financières du DNPGCCA sont limitées plus de 80% financement extérieur defois difficile à mobiliser; le maillage du dispositif à l'échelle nationale n'est pas encore complet

Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction de risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction.

Niveau de progrès atteint? 1

Peu de progrès et des signes futures dans la planification et les politiques

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale? Oui

À l'école primaire	Non
Au secondaire	Non
Programme de l'université	Oui
Dans l'enseignement professionnel	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

la RRC est très faiblement développée dans les enseignement scolaires et universitaires toutefois, des rudiments sont enseignées dans les écoles; le secteur professionnel et l'Université ont déjà commencé à donner des formations spécialisées dans le domaines.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

l'enseignement sur la RRC est très diffus dans les programme d'enseignement scolaire; ce n'est qu'à l'université où il est plus explicite dans des domaines spécifiques; des progrès restent à faire dans ce domaine.

Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de la rentabilité sont développés et renforcés.

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national alloué à la recherche appliquée? Oui

Recherche sur les programmes et les projets

Oui

Mise en application/utilisation de résultats de recherche, produits ou études par des institutions publiques et privées

Oui

Etudes sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes

Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Au Niger, l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN) mène depuis dans les années 1960, des études pour trouver des cultivars adaptés à chaque zone agro-écologique du pays pour améliorer la production agricole et réduire les pertes liées à la sécheresse et aux autres types de catastrophes. il collabore avec la faculté d'agronomie et l'ICRISAT et l'Agrhymet.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Toutes ces structures souffrent de l'insuffisance de financement par l'Etat; le financement des partenaires n'étant pas permanent.

Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint? 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Les campagnes d'éducation du public sur la réduction des risques de catastrophe destinées aux collectivités et autorités locales exposées incluent-elles les risques de catastrophe? Oui

Campagnes d'éducation du public pour mieux sensibiliser aux risques

Oui

Formation du gouvernement local

Oui

Gestion des catastrophes (préparation et

Oui

intervention d'urgence)	
Gestion préventive des risques (risques et vulnérabilités)	Oui
Directive pour la réduction des risques	Oui
Accessibilité de l'information sur la réduction de risque de catastrophes au niveau des communautés	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Toutes les communes disposent d'agents de développement rural (agriculture, élevage, santé, plan, etc... qui sont à pieds d'oeuvre pour sensibiliser les populations sur les risques de catastrophes et vulgariser le bon comportement pour réduire ces risques ou leurs effets.

les différents ministères techniques utilisent aussi les média pour sensibiliser les populations. ils sont appuyés dans ce travail par les ONG et les association de la société civile.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Ces structures souffrent elles aussi de l'insuffisances des moyens matériels et humains en rapport avec la démographie et l'immensité du territoire.

Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et les plans d'environnement incluant la planification, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes? Oui

Législation pour la protection des espaces	Oui
--------------------------------------------	-----

Paiements pour les services des écosystèmes	Non
---------------------------------------------	-----

Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)	Oui
---------------------------------------------------------------------	-----

Evaluation des impacts environnementaux	Oui
-----------------------------------------	-----

Projets et Programmes sur le changement climatique	Oui
----------------------------------------------------	-----

[RAPPORT D'EVALUATION FINALE DU PROJET PANA RESILIENCE](#)

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Depuis 1997 le niger s'est intéressé a l'amélioration de son cadre de vie par la

ratification de toutes les conventions internationales relatives à l'environnement, la biodiversité, la protection de la couche d'ozone, l'adaptation au changement climatiques avec plusieurs projets et programmes mis en oeuvre dans un cadre institutionnel fort avec la création du SE/CNEDD rattaché au cabinet du premier ministre.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Le Niger dispose d'une stratégie d'adaptation au changement climatique avec plusieurs projets mis en oeuvre avec le financement de l'Etat et des partenaires mais l'insuffisance des ressources financières et le niveau de pauvreté de la population (entièrement dépendante des ressources naturelles) limite l'atteinte des objectifs de ces projets.

Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque.

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers? Oui

Assurances pour les cultures et les propriétés	Non
Plans de garantie de l'emploi intérimaire	Non
Transferts d'argent sous réserve ou non	Oui
Microfinancement (épargne, emprunts, etc.)	Oui
Micro assurances	Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

il y a une politique de protection sociale qui est adoptée en 2013 mais sa mise en oeuvre n'est pas encore effective.

les assurances ne touchent pas encore le domaine agricole puisque les risques sont trop élevée et les producteurs ne peuvent y souscrire.

le domaine des microfinance est très développé mais pas encore suffisant pour couvrir l'ensemble du pays.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Au Niger il n'y a pas de politique de construction/logement, la cherté des matériaux de constructions, la pauvreté de la majorité de la population et l'insuffisance des ressources de l'Etat pour faire face à toutes les priorités ne permettent l'application de cette politique même si elle existe.

Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint? 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Les risques et bénéfices de la réduction de risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics? Oui

Systemes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction de risque de catastrophes

Oui

Veillez fournir des exemples spécifiques (infrastructures publiques, transports et communication, ressources économiques et facteurs de production

dans le domaine agricole, les producteurs sont sensibilisés sur les types de semences à utiliser par rapport à la durée de la saison en fonction des zones agroécologiques. Centre National de Haut

Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

dans le domaine de l'agriculture, beaucoup de projets sont conduits pour que les populations s'adaptent aux changements climatiques en diversifiant leurs productions et en restaurant l'environnement physique. Le PAC-RC (Programme d'Action Communautaire pour le Résilience Climatique) est un programme qui est conduit dans un certain nombre de communes pour celles-ci intègrent dans leurs PDC (Plans de Développement Communaux) la dimension changement climatique.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

la zone de couverture des différents projets est faible et le financement est extérieur. il faudrait que l'Etat s'y implique davantage pour éviter de perdre les ressources dans la gestion descatastrophes.

Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de

réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables? Oui

Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables	Oui
Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains	Non
Formation des maçons aux technologies de construction sûres	Oui
Distribution de terres sans risque aux ménages et aux collectivités à faible revenu	Oui
Intégration de risque dans la réglementation relative au zonage des terres et à l'aménagement immobilier privé	Non
Réglementation de la délivrance des titres de propriété	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Engagement institutionnel, mais peu de progrès sont faits dans le domaine de la RRC dans les constructions, l'aménagement des terres. Il ya une certaine timidité quant à l'application des lois pour le respect des normes en matière d'aménagement, de construction ou d'utilisation de la terre.

Existence de schémas d'aménagement de l'espace urbain

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui

expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Des lois élaborées et adoptées doivent être appliquées pour respecter les normes de constructions, des aménagements urbains et ruraux, etc...

Faible capacité en ressources humaines et matérielles

Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les programmes après l'apparition de catastrophe intègrent-ils explicitement un budget pour la réduction des risques de catastrophe et un relèvement résilient? Oui

% des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes

20

Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe des autorités locales pour les opérations d'intervention et de relèvement

Oui

Évaluation des risques lors de la planification des opérations de relèvement et de reconstruction avant et après catastrophe

Oui

Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe

Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Des programmes de relèvement sont mis en oeuvre après la survenue d'une catastrophe. Ces programmes visent à réduire les risques d'autres catastrophes (reconstitution des stocks de réserve alimentaire, reconstructions en mieux des habitats, reconstitution du cheptel avec des espèces résistantes

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Tous les projets de relèvement post catastrophes sont financés par des ressources extérieures; l'Etat et les collectivités territoriales doivent prévoir des fonds pour la reconstruction, le relogement sur des terrains normés et le relèvement.

Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les incidences des grands projets de développement sur la réduction des risques de catastrophe font-elles l'objet d'une évaluation? Oui

Les coûts/avantages de la réduction des risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans la conception et la mise en oeuvre des grands projets de développement? Non

Est -ce que les Impacts des risques de catastrophes prennent en compte l'évaluation de l' impact environnemental?

Oui

Par les autorités et institutions nationales et

Oui

infranationales

Par les acteurs internationaux du développement

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Tous les projets de développement exigent une étude d'impact environnemental et des mesures correctives avant la prise de décision de leur exécution.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

cette exigence est limitée à certains bailleurs de fonds seulement; elle doit être élargie à tous les financement y compris ceux de l'Etat.

Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion de risque ont été mis en place dans une perspective de réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il, à l'échelle nationale, des programmes ou politiques de préparation aux catastrophes, de planification d'urgence et d'intervention? Oui

La réduction des risques de catastrophe est intégrée à ces programmes et politiques

Oui

Des mécanismes institutionnels sont mis en place pour la mobilisation rapide des ressources en cas de catastrophe, et font appel à la société civile et au secteur privé en sus du soutien du secteur public

Oui

Des politiques ou programmes nationaux sont-ils en place pour défendre les écoles et les établissements de santé en cas de catastrophe? Non

Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux

Non

Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux

Non

Les risques de catastrophe futurs sont-ils anticipés au travers du développement de scénarios et de la planification de la préparation? Oui

Des scénarios de risques potentiels sont développés en prenant en compte les

Oui

Les plans de préparation sont régulièrement mis à jour en fonction de scénarios de risques futurs Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Au Niger la politique de réduction des risque de catastrophes est intégré dans le Plan de Développement Economique et Social 2012-2015; une de ses déclinaisons est l'initiative 3 N et le DNPGCCA (Dispositif National de Prévention et Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires) oeuvre pour l'atteinte des objectifs stratégiques de l'axe 3 de cette initiative: " Amélioration de la résilience des nigériens face aux changements climatiques, crises et catastrophes "

Plusieurs plans sectoriels et multirisques de préparations et de réponses aux urgences sont préparés et mis à jours chaque année pour faire face aux crises actuelles et prévisionnelles. On peut citer: le Plan National de Contingence Multirisque (PNC-MR), le Plan de Préparation et de Réponses aux Urgences Sanitaires (PPRUS), le plan ORSEC, le Plan de Soutien aux Populations Vulnérables. Tous ces plans sont mis en oeuvre par l'Etat et ses partenaires.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Tous ces plans rencontrent des problèmes de mise en oeuvre du fait de l'insuffisance du financement surtout de la partie Etat, l'essentiel des ressources provenant des partenaires dont la mise à disposition ou l'utilisation est sujette à des conditionnalités qui la rende non efficace pour des interventions d'urgence.

Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elle en place pour faire face à une catastrophe? Oui

Les plans d'intervention tiennent compte des spécificités des deux sexes	Non
Plans d'urgence/de gestion des risques pour une prestation continue de services de base	Oui
Centres opérationnels et de communication	Oui
Groupes de recherches et de secours	Oui
Stocks de matériels de secours	Oui
Abris	Oui
Installations médicales sûres	Non
Prise en compte de la spécificité des personnes âgées et handicapées dans les secours, les refuges et les installations médicales d'urgence	Non
Les entreprises sont des partenaires proactifs de la planification et des opérations d'intervention.	Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le plan national de contingence prend en compte les différentes crises potentielles du pays

Chaque année les régions mettent à jour leur plan de contingence multirisque qui identifient les risques probables, les ressources disponibles et celles à rechercher, les actions à entreprendre et par qui dans un délai bien déterminé.

Elles sont appuyées par les ONG, projets et les structures du système des nations unies.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Insuffisance dans la disponibilité des ressources; certains projets et ONG nationaux ne peuvent pas définir les ressources qui pourraient être allouées à telle ou telle région sans que ça ne soit planifié au niveau central.

Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer la réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures?
Oui

Fonds nationaux de prévoyance pour les catastrophes

Oui

La réduction des risques futurs est prise en compte dans l'utilisation de fonds catastrophes

Oui

Dispositifs d'assurance et de réassurance

Oui

Obligations-catastrophes et autres mécanismes du marché des capitaux

Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les évaluations post catastrophes sont généralement réalisées par des structures techniques nationales sectorielles. Un plan de soutien est chaque année élaboré et les ressources mobilisées à travers le fonds communs des donateurs pour faire face au catastrophes ou réduire leurs effets.

un fonds de catastrophes existe dans le budget de l'Etat; et toutes les interventions dans ce cadre intègrent la RRC?

L'etat a en plus souscrit à l'assurance ARC pour la prévention de la sécheresse en agriculture.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Les ressources mobilisées ne sont jamais suffisantes pour couvrir les actions prévues dans ces plans.

Indicateur 4

Des procédures sont en place pour l'échange d'informations durant les aléas et catastrophes, et pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe? Oui

Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes

Oui

Méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe

Oui

Prise en compte de la sexospécificité dans les

Non

Identifiez les Ressources humaines et les formé.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les cellules du Dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires en collaboration avec les structures du système des nations unies sont compétentes pour évaluer les risques, les pertes après catastrophes et les besoins spécifiques à toutes les catégories de personnes.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Nécessité de mobilisation de ressources financières. Un renforcement de capacité est nécessaire surtout du coté des agents de l'état du fait de leur mobilité

Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction de risque et de développement

Niveau de confiance

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?: Oui

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Le Niger a élargi le mandat du dispositif national de prévention de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) en 2011 pour prendre en charge toutes les autres catastrophes et devient le dispositif national de prévention de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNP-GCCA); une cartographie des zones à risques est en cours une base de données désinventar en cours de mise en place par le système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes qui est une cellule dudit dispositif.

b) La prise en compte de la question du genre et de la réduction du risque est adoptée et institutionnalisée

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des données ventilées par sexe sont-elles disponibles et utilisées dans le cadre des prises de décision concernant les actions de réduction des

risques et de relèvement ? : Oui

Les disparités entre les sexes sont-elles prises en compte de façon adéquate et sensée dans la conceptualisation et la mise en œuvre des politiques et des programmes? : Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

la collecte des données intègrent les spécificités du genre et prend en compte les questions des enfants, des femmes enceintes et allaitantes, les personnes à besoins spécifiques dans certains cas. les besoins de toutes ces catégories sont pris en compte dans les planifications des actions.

c) Les capacités pour la réduction de risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Les agences, institutions et administrations désignées comme responsables au niveau local disposent-elles des moyens requis pour contrôler le respect de la réglementation en matière de réduction des risques? : Oui

Les institutions locales, les comités de village, les collectivités, les bénévoles ou encore les associations pour le bien-être des citoyens sont-ils correctement formés pour intervenir en cas de besoin? : Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

le maillage du dispositif sur l'ensemble du pays est en cours mais pas achevé; un renforcement des capacités des acteurs est aussi en cours en fonction des financements, mais beaucoup reste à faire.

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité

sociale sont intégrées dans la réduction de risque et des activités de reconstruction

Niveau de confiance

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Les programmes prennent-ils en compte les risques qui pèsent sur les groupes les plus vulnérables et marginalisés sur le plan socio-économique?: Oui

Des mesures de protection sociale / mécanismes des précautions appropriés sont-ils correctement mis en œuvre afin de protéger contre les vulnérabilités socioéconomiques et politiques spécifiques?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

les actions de RRC prennent en compte les besoins spécifiques des plus vulnérables hommes et femmes avec des actions spécifiques à leur endroit comme le cash transfert, le cash for work, l'organisation en groupement des bénéficiaires, leur mutualisation et la mise en contact avec des institutions de microfinances..

e) Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile , le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des moyens et des sources sont-ils identifiés pour la transmission des connaissances ou des expériences locales en matière de réduction des risques de catastrophe?: Oui

Si oui, ceux-ci sont-ils intégrés d'une manière significative dans les plans et les activités de réduction des risques de catastrophe à l'échelle locale,

infranationale et nationale?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

pour l'instant les connaissances locales ne sont pas encore valorisées mais des projets et programmes sont en cours d'exécution pour identifier les bonnes pratiques en matière de réduction des risques de catastrophes, d'adaptation aux changements climatiques et de résilience faces à des multiplicité d'aléas à l'exemple du projet ANADIA-Niger logé à la direction de la météorologie nationale..

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

La RRC est prévue pour être intégrée dans les curricula scolaire à partir de 2015; quant aux constructions résilientes, peu d'action y sont menées; on se rappelle encore de la vulgarisation de la construction sans bois et de l'utilisation du gaz domestique pour la cuisson au moment où les autorités luttait contre l'environnement dans les années 1990. maintenant avec l'inflation il faudrait revoir la politique de construction en subventionnant par exemple les matériaux de construction pour les plus vulnérables?

Perspective Future

Perspective Future Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux

Révision stratégie nationale RRC
Finalisation du plan d'action de la stratégie

Déclarations sur les perspectives futures

La stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes semble déjà caduque à l'approche du cadre post 2015; elle sera donc révisée pour prendre en compte les nouvelles orientations du nouveau cadre ;
après validation et adoption, son plan d'action sur 5 ans sera élaboré et adopté aussi;
la mise en oeuvre s'en suivra avec des cadres législatifs, réglementaires et institutionnels adéquats.

Perspective Future Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Défis globaux

Finaliser le maillage du dispositif jusqu'au niveau communautaire
vulgariser les risques potentiels
renforcement capacités des acteurs

Déclarations sur les perspectives futures



poursuivre la mise en place des OSV et SCAP-RU
vulgariser les types de risques issus de la base de données
poursuivre l'alimentation de la base de données
renforcement capacités de acteurs à tous les niveaux

Perspective Future Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Défis globaux

prendre en compte les spécificités dans les plans de réponses aux urgences et surtout le grand défi du ciblage des populations vulnérables

Déclarations sur les perspectives futures

déjà tous nos programmeurs projets de réponses aux urgences intègrent la RRC; le travail sera donc poursuivi et amélioré en fonction des spécificités.
améliorer le ciblage des populations vulnérables.

Intervenants

Les organisations et les services ayant participé au processus de révision du cadre d'action de Hyogo

Organisation	Type d'organisation	Point focal
Dispositif National de Prévention et gestion des Catastrophes et crises Alimentaires; Cellule de coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes; Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable	Gouvernements	Madame OUSSEINI Mariama, Coordinatrice du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des catastrophes